

L'Ukraine va obtenir le statut de candidate à l'adhésion à l'UE. Un long processus en vue

L'AVENIR EUROPEEN DE KIEV



Les dirigeants européens vont sans doute accéder à la demande de Kiev pour obtenir le statut de candidate à l'adhésion à l'UE.
Keystone

« THIERRY JACOLET

Ukraine » L'horizon politique de l'Ukraine semblait obstrué par le déluge d'obus et les nuages de poussière des destructions. Il commence à se dégager sur son flanc occidental: les portes de l'Union européenne s'entrouvrent à ce pays en guerre. Réunis dès aujourd'hui lors du Conseil européen, les vingt-sept dirigeants vont donner le feu vert au processus qui conduit à l'adhésion. La Moldavie obtiendra aussi le statut de candidate, tandis que la Géorgie restera en salle d'attente, en raison de ses

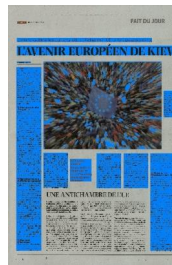
carences en termes démocratiques. Décodage.

1 Pourquoi une telle urgence?

Jamais un processus de candidature à l'adhésion à l'UE n'avait été aussi rapide. L'Ukraine a brûlé les premières étapes de ce marathon long d'une dizaine d'années. Comme un réflexe face à l'agression russe, Kiev a déposé sa demande le 28 février aux premiers jours de la guerre sans avoir à remplir un socle de conditions en préambule. Quatre mois plus tard,

sa candidature est officialisée. De son côté, la Serbie aura patienté trois ans (2009 à 2012)...

Un « passe-droit » vital aux yeux du président ukrainien Volodymyr Zelensky qui n'a cessé de presser Bruxelles pour accélérer la cadence. Car son pays ne veut pas se contenter de son statut de « membre de cœur » de l'Union. L'Ukraine entend faire partie intégrante de la grande famille européenne dont elle partage les mêmes valeurs. Dévastée par les combats, elle espère ainsi obtenir des garanties pour son avenir, en particu-



lier en matière de sécurité, en attendant une hypothétique ouverture du côté de l'Otan.

2 Quel signal envoie l'Union européenne?

Après quatre mois de soutien militaire, humanitaire et économique à l'Ukraine, les Vingt-Sept envoient un signal politique et symbolique fort à Kiev mais aussi à Moscou. Une bannière européenne qui s'ajoute à six paquets de sanctions déjà infligés à la Russie. «Ce statut de candidate est une victoire politique pour Zelensky, même si cela ne changera pas le cours de la guerre», observe Sébastien Maillard, directeur de l'Institut Jacques Delors, à Paris. «Les Européens voulaient ménager les susceptibilités russes avant que le conflit n'éclate. Mais depuis le 24 février, les Ukrainiens sont prêts à mourir pour leur pays et pour défendre les valeurs de la démocratie libérale que combat Vladimir Poutine, ce qui donne moins de scrupules aux Européens d'agir. Dire non à la requête de Kiev, ce serait donner raison à Moscou.»

3 Kiev a-t-il le niveau?

L'Ukraine est loin des standards communautaires en matière politique, économique ou environnementale. Pas étonnant que son statut de candidate soit assorti d'une liste de réformes à mener à bien. «Un énorme chantier est à venir», résume René Schwok, professeur d'études européennes à l'Université de Genève. Surtout pour un pays en guerre qui devra se reconstruire en parallèle. Un gros effort est attendu pour répondre aux critères écono-

miques et politiques, dits de Copenhague. Autrement dit 35 chapitres à reprendre afin d'intégrer toutes les lois de l'UE, qu'elles soient liées à l'agriculture ou à la finance. Parmi les

L'Ukraine a brûlé les premières étapes de ce marathon long d'une dizaine d'années

exigences politiques figurent l'Etat de droit, la démocratie et les droits humains.

Des réformes sont aussi attendues dans une économie dominée par les oligarques et la corruption. «Une loi antioligarque adoptée en 2021 doit être mise en œuvre», espère Sébastien Maillard. Autre casse-tête: la reconnaissance des frontières. L'Ukraine a perdu le contrôle d'un cinquième de son territoire. «En principe, seuls les pays dont les frontières ne sont pas contestées peuvent faire acte de candidature», souligne René Schwok.

L'Ukraine ne part toutefois pas de zéro, puisqu'elle a conclu en 2014 avec l'UE un accord d'association. Une sorte d'alternative à l'adhésion qui avait valeur de compromis entre les camps ukrainien et russe. Depuis, Kiev a repris près de 70% des 90 000 pages de la législation européenne. «L'Ukraine peut compter sur l'acquis communautaire. Mais il ne suffit pas de les copier-coller: il faut les respecter grâce à un appareil administratif plus efficace», soupire Sébastien Maillard. Au

travers de cet accord, le pays s'est engagé à réformer ses institutions et son économie pour respecter les standards européens. «Les directives de l'UE ne sont pas assez appliquées concernant la pauvreté, la corruption et l'administration», relativise le directeur.

4 Pourquoi ces réticences dans l'UE?

Plusieurs membres de l'UE dont le Danemark, les Pays-Bas et l'Autriche ont déploré la précipitation de cette candidature ukrainienne, craignant un processus d'adhésion au rabais, avant de se ranger derrière la majorité.

Autre préoccupation, celle d'une déstabilisation de l'Union. «C'est un pays de 44 millions d'habitants, aussi peuplé que l'Espagne, et plus pauvre que la Bulgarie, que l'UE devrait absorber», éclaire Sébastien Maillard. «Cela modifierait les rapports de force et les équilibres dans l'UE. Les décisions prises à l'unanimité seraient plus difficiles.»

Des considérations précoces au vu de l'avancée des travaux. La main tendue de l'UE va mettre du temps à enclencher les négociations. «La décision de Bruxelles relève de la rhétorique», avance René Schwok. «Même s'il y a une communauté de destin, les Européens ne vont pas s'engager à ouvrir des négociations avec l'Ukraine et la Moldavie maintenant. Ils vont les renvoyer à décembre.» Un premier rapport d'évaluation de l'état d'avancement du respect des conditions est d'ailleurs attendu d'ici à la fin de l'année. »